

Recherches sociographiques



Astrid LEFEBVRE-GIROUARD, et Nicole GAUTHIER,
L'appauvrissement des petits salariés

Simon Langlois

Volume 19, Number 3, 1978

Structures urbaines

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055817ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055817ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Langlois, S. (1978). Review of [Astrid LEFEBVRE-GIROUARD, et Nicole GAUTHIER, *L'appauvrissement des petits salariés*]. *Recherches sociographiques*, 19(3), 423–425. <https://doi.org/10.7202/055817ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1978

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

relatifs aux relations du Québec et des États-Unis depuis 1945 (Jean-Louis ROY : 497-514), ou encore à saisir les attitudes passées des Canadiens français vis-à-vis la France (Pierre SAVARD : 471-495). Parce que le Québec n'est pas un pays souverain, il s'avère pertinent aussi d'examiner « les aspects juridiques des activités internationales du Québec » (Anne-Marie JACOMY-MILLETTE : 515-544). Ces analyses rattachées au « sous-système québécois » cadrent cependant assez mal avec la teneur des autres textes contenus dans le volume.

Au bout du compte, que retenir de ce volume? Les contradictions entre différents textes et le manque d'intégration, sinon d'unité, des diverses contributions ont le mérite de poser quelques problèmes qui forcent la réflexion sur la nature de la politique étrangère et sur les exigences de son analyse. Il a déjà été souligné que la politique étrangère ne saurait se limiter à des actes; on ne saurait ainsi entreprendre la mesure d'une politique étrangère sur une telle base. Quand on connaît les positions historiques d'un Laurier et d'un Bourassa sur « l'Empire », les crises que la conscription a soulevées lors des deux Grandes guerres, etc., l'affirmation suivante apparaît saugrenue : « Éloignées des grandes décisions et des responsabilités réelles, les élites québécoises se sont désintéressées des questions internationales. » (P. 14.) Après tout, le non-interventionnisme constitue une forme de politique étrangère! À cause de leur faible présence « au sein de l'establishment diplomatique canadien, l'influence des francophones dans le passé a toujours été très limitée », comme le souligne Thomas Allen Levy (p. 116). Absence d'influence ne saurait cependant équivaloir à manque d'intérêt! De toute façon, il semble beaucoup plus approprié d'attribuer ce manque d'intérêt, si jamais il est réel, à une structure de société (configuration des intérêts) qu'à des « besoins et traditions culturelles propres » au Canada anglais « qui n'avaient pas d'équivalents au Québec » (p. 20).

Malgré les nombreuses lacunes de l'ouvrage, le travail est cependant loin d'être inutile. Il a le mérite de mettre à la disposition des étudiants francophones une masse d'informations autrement peu accessibles. Si nous avons longuement critiqué l'ouvrage, c'est que nous croyons que son aspect utilitaire conduira possiblement à une réimpression. Certaines révisions seraient alors plus que souhaitables... Nous avons tout simplement voulu poser quelques-unes des balises qui pourraient alors guider ces révisions. On n'est, bien entendu, pas tenu de partager nos points de vue.

Raymond HUDON

*Département de science politique,
Université Laval.*

Astrid LEFEBVRE-GIROUARD et Nicole GAUTHIER, *L'appauvrissement des petits salariés. Étude comparative de différents groupes de travailleurs et d'anciens travailleurs devenus chômeurs ou assistés sociaux*, Montréal, Centre des services sociaux du Montréal métropolitain, 1977, xli + 569p.

Les discours, essais ou théories qui prennent comme objet les pauvres, les assistés sociaux ou les marginaux prolifèrent davantage que les recherches empiriques. Aussi faut-il souligner la publication, par le Centre des services sociaux du Montréal métropolitain, d'un rapport de recherche sur l'appauvrissement des petits salariés. Les auteurs y analysent l'effet des conditions de travail sur la santé et le revenu des travailleurs montréalais et les mécanismes qui provoquent l'appauvrissement des petits salariés et des travailleurs exposés à de mauvaises conditions de travail. Elles ne cherchent pas à décrire l'état de pauvreté ni ses conséquences mais plutôt, le processus même d'appauvrissement, à l'aide de variables individuelles classiques mais aussi en tenant compte de propriétés structurelles et des contraintes imposées par certains secteurs d'activité économique. L'analyse est menée selon une double perspective: l'analyse statique tente de dégager les effets d'un grand nombre de variables sur l'état de santé des travailleurs et sur le

revenu déclaré au moment de l'enquête, et l'analyse diachronique vise à étudier le processus de mobilité sociale intragénérationnelle.

La stratégie de l'observation est originale. Au lieu de prendre un seul échantillon de pauvres (comme c'est le cas dans une majorité de recherches de ce genre), les auteurs ont déterminé trois groupes de travailleurs dans lesquels elles ont choisi un échantillon: des travailleurs qui sont exposés à de mauvaises conditions de travail dans trois secteurs d'activité économique, des travailleurs en chômage ou des assistés sociaux qui ont été susceptibles d'avoir été exposés à de pénibles conditions de travail et un groupe-contrôle de travailleurs qui n'ont pas été exposés à de telles conditions de travail. Cette approche comparative s'est avérée très fructueuse lors de l'analyse causale des coefficients de détermination et pour l'analyse de la variance, car il fut possible de comparer les relations observées entre les variables dans les trois groupes définis selon le critère des conditions de travail.

Les lecteurs familiers avec l'analyse de régression et l'analyse de variance ne manqueront pas d'être frappés par les résultats suivants. Le caractère pénible des conditions de travail passées et actuelles explique 5.8% de la variance de la mesure de l'état de santé des travailleurs du groupe-contrôle, contre 11.3%, 11% et 18.5% dans les trois groupes de travailleurs exposés, et 20.5% dans le groupe des chômeurs et des assistés sociaux. Le caractère pénible des conditions de travail joue donc un rôle significatif dans la détérioration de la santé des travailleurs exposés, les autres causes (moins importantes) étant les caractéristiques socio-démographiques telles que l'âge et les habitudes de vie, en particulier l'alcoolisme et le tabagisme. Retenons au passage quelques données qui portent sur les travailleurs de la construction, à cause de leur pertinence pour le débat actuel sur la sécurité au travail dans ce secteur industriel: les primes d'horaires variables et les primes de travail difficile contribuent plus que toute autre variable à la détérioration de la santé de ces travailleurs. « Il semble que ces deux facteurs sont des indicateurs de conditions de travail difficiles ou dangereuses, compensées monétairement mais non en termes d'effet sur la santé. » (P. 321.)

La seconde analyse de régression porte sur le revenu annuel global. Comme dans le cas précédent, les conditions de travail expliquent la plus grande part de la variance des revenus dans les groupes des travailleurs exposés, des chômeurs et des assistés sociaux, alors que les causes classiques telles que la scolarité, la profession ou l'âge, qui sont considérées dans la majorité des recherches sur les inégalités de revenus, se révèlent être les déterminants majeurs dans le groupe-contrôle, suivies cependant de près par les variables mesurant le caractère pénible des conditions de travail. Il faut noter que la part de la variance expliquée des revenus est fort élevée, contrairement à ce qui se passe dans la majorité des analyses de la variance des revenus et des causes des inégalités. (Voir, par exemple, les travaux cités par C. JENCKS, *Inequality*, New York, Basic Books, 1972.) Voilà un résultat étonnant qui ne semble pas avoir surpris les auteurs qui, au contraire, s'attendaient même à ce qu'il en soit ainsi (p. 325). L'explication de ce résultat inattendu doit être cherchée non seulement dans le fait que les groupes considérés sont assez homogènes, mais surtout dans la présence d'un grand nombre d'indicateurs des conditions de travail qui ne sont pas pris en considération dans les recherches courantes sur les inégalités de revenus. Ce fait mérite d'être signalé car bien des auteurs se contentent de ne considérer que les propriétés des individus (scolarité, expérience, etc.) dans la recherche des causes des inégalités, alors que les analyses de L.-Girouard et Gauthier montrent à l'évidence la nécessité de dépasser les seules variables classiques couramment prises en compte. En analysant ces dernières, les auteurs ont montré qu'une scolarité plus élevée entraînait des revenus supérieurs pour tous les groupes, sauf dans celui des travailleurs de la construction. Elles en concluent qu'une « même variable agit donc de façon inverse selon le marché du travail dans lequel on se trouve, ce qui tend à confirmer la théorie des marchés internes » (p. 340). Nous ajouterons que ces résultats devraient aussi permettre de critiquer les théories économiques de capital humain de H. Becker et de ses collaborateurs, qui postulent que les inégalités de revenus peuvent être expliquées par les *investissements* des individus.

Les auteurs complètent l'analyse statique des influences qui affectent le dernier emploi obtenu par une analyse diachronique prenant en compte certaines caractéristiques de la vie active des répondants. En employant les méthodes de l'analyse de dépendance (*path analysis*) telles qu'appliquées dans les recherches sur la mobilité sociale, les auteurs ont montré comment la santé et le revenu des travailleurs étaient aussi dépendants de certaines caractéristiques de leur cycle de vie.

Cette fois encore les résultats sont très probants. L'origine sociale s'avère davantage déterminante sur le statut socio-économique à différents moments dans le cycle de vie active pour les travailleurs exposés, alors que c'est la scolarité des répondants qui affecte le statut des travailleurs non-exposés. L'analyse de dépendance permet de dégager deux types de carrière nettement spécifiques aux travailleurs exposés et non-exposés. Ces derniers conservent les acquis antérieurs et suivent en quelque sorte un plan de carrière structuré, de sorte que les statuts acquis antérieurement affectent les statuts subséquents. La situation est différente pour les travailleurs exposés à de pénibles conditions de travail, puisque ces derniers ne suivent pas une carrière qui permet de cumuler les avantages acquis antérieurement. Les salaires reçus par les travailleurs exposés ne sont pas affectés par leurs statuts antérieurs; ces travailleurs sont au contraire « rétribués selon l'instant » (p. 383) et pour les tâches spécifiques qu'ils accomplissent. Les travailleurs plus scolarisés ont accès à un marché du travail offrant des emplois moins exposés et dans lesquels il est possible de cumuler les avantages acquis antérieurement. Les travailleurs moins scolarisés doivent s'exposer davantage à des conditions pénibles de travail, qui exigent une dextérité manuelle et qui sont rémunérés en fonction des exigences du moment, mais qui provoquent aussi « l'usure de la force de travail, détériorent la santé et entraînent la diminution des revenus » (p. 343). L.-Girouard et Gauthier qualifient la séquence de leurs emplois comme un ensemble de *situations de travail* et non comme une *carrière*. « Nous sommes en présence de deux types de marchés d'emplois : l'un réservé aux plus scolarisés, les travailleurs non-exposés, caractérisés par une possibilité de suivre un plan de carrière, d'accumuler les acquis et de bénéficier de tous les avantages obtenus antérieurement; l'autre caractérisé par des situations sporadiques de travail, sans possibilité de voir rétribuer les statuts déjà acquis, le salaire du moment ne résultant que du statut correspondant » (p. 383). Cette analyse confirme une fois de plus l'ambiguïté du concept de carrière, tel que défini par exemple par H. Wilensky, qui ne caractérise que les trajets occupationnels des classes moyennes et supérieures.

Au terme de cette recherche descriptive, au demeurant bien faite et dont les résultats sont exposés avec précision et avec les nuances qui s'imposent, les auteurs appellent d'autres recherches sur tel ou tel aspect qu'elles n'ont pu étudier dans leur enquête pourtant déjà très riche. Il nous semble au contraire plus pertinent de revenir au travail théorique : les théories des inégalités de revenus, du marché du travail, de la carrière ou de la mobilité sociale auraient avantage à rendre compte des résultats empiriques tels que ceux que nous retrouvons dans la recherche sur l'appauvrissement. Pensons seulement à la théorie qui présente la pauvreté comme un cercle vicieux. Les travaux de Lefebvre-Girouard et Gauthier permettent d'expliquer comment fonctionne ce cercle vicieux ou mieux, comment se produit l'appauvrissement de travailleurs au cours d'une vie active exposée à des conditions dangereuses ou pénibles de travail.

Simon LANGLOIS

*Département de sociologie,
Université Laval.*